

Les écoles vétérinaires dans la tourmente

Les directions de ces établissements tentent de renforcer leurs plans d’action face au mal-être

L’événement n’a pas été ébruité au sein même des murs de l’Ecole nationale vétérinaire d’Alfort (ENVA), à Maisons-Alfort (Val-de-Marne). Lundi 12 janvier, l’emblématique amphithéâtre Fragonard, du nom du célèbre anatomiste du XVIII^e siècle, était pourtant comble. Ce jour-là, le titre de docteur vétérinaire a été remis à Clara (le prénom a été changé) à l’issue d’une soutenance de thèse posthume. Le 1^{er} septembre 2025, la jeune femme de 24 ans a mis fin à ses jours, alors qu’elle venait de commencer son internat à l’hôpital vétérinaire rattaché à l’ENVA, après y avoir étudié.

L’institution, qui célèbre en 2026 ses 260 ans et accueille chaque année plus de 900 étudiants, a été endeuillée plusieurs fois de suite. Le 14 novembre 2025, une jeune praticienne hospitalière à l’hôpital des animaux de ferme de l’ENVA, diplômée en 2018, est décédée par suicide. Début janvier, les étudiants apprenaient le suicide, le 31 décembre, d’une de leurs camarades de 6^e année. L’ENVA n’est pas le seul campus touché. Le 5 janvier, une élève qui venait d’achever sa 6^e année à VetAgro Sup (Métropole de Lyon) a également mis fin à ses jours.

Si les causes d’un suicide sont multifactorielles, ces décès suscitent l’émoi chez les étudiants des écoles nationales vétérinaires françaises – l’ENVA, VetAgro Sup, Oniris VetAgroBio (à Nantes) et l’école nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT) – dont l’état psychologique vient d’être pour la première fois passé à la loupe. A l’initiative des quatre établissements publics, une enquête scientifique a été conduite au premier semestre 2024 par Didier Truchot, professeur émérite en psychologie sociale à l’université Marie-et-Louis-Pasteur (université de Franche-Comté). Quelque 1600 de leurs étudiants, soit près de la moitié des effectifs, y ont participé.

Ses résultats, rendus publics mi-octobre 2025, ont mis en évidence un malaise profond : plus de 42 % des répondants estimaient présenter un état dépressif de modéré à sévère et 15,7 % déclaraient avoir pensé, au cours des quinze jours précédant l’enquête, qu’il vaudrait mieux mourir ou se faire du mal. « *A ne pas faire assez de pratique, on s’éloigne un peu de la réalité et donc on se demande ce qu’on fait là* », témoigne un étudiant cité dans le rapport.

Le rapport Truchot révélait aussi des taux importants de troubles somatiques et alimentaires, de fatigue, de dépendance probable à l’alcool et d’addiction au smartphone. Principaux facteurs aggravants ? La charge de travail, des problèmes pédagogiques et des difficultés financières, des maux déjà mis en lumière ces dernières années par d’autres études ou par l’intermédiaire des témoignages dans les médias. « *Aux yeux des étudiants, les directions d’école n’en prenaient jusque-là pas assez la mesure* », souligne Léo Daigue, président de la Fédération nationale des étudiants vétérinaires, qui « *appelle à ce que toutes les parties prenantes se réunissent autour de la table pour faire avancer au plus vite ces problématiques systémiques* ».

Interrogé par *Le Monde*, le ministère de l’agriculture – dont dépendent les écoles nationales vétérinaires françaises – fait savoir qu’il a débloqué, en 2025, 100 000 euros pour les soutenir financièrement afin d’« *améliorer le bien-être étudiant* ». « *De nouveaux crédits pourront être mobilisés au besoin, car il s’agit d’une priorité* », précise le ministère, assurant suivre « *attentivement les mesures mises en place* ».

Depuis la rentrée de septembre 2025, l’ENVA se dit « *en situa-*

tion de crise ». L’établissement a « *renforcé le dispositif de soutien psychologique* » : consultations avec un psychologue de l’association SPS, l’institut pour la santé des soignants, ligne d’écoute accessible 24 heures sur 24, etc. Des mesures d’urgence venues compléter la présence d’une psychologue de la médecine universitaire ou encore le partenariat, depuis 2023, avec l’association Nightline, engagée pour l’amélioration de la santé mentale étudiante, afin de mieux détecter des situations de mal-être. « *Que cela soit imparfait, je l’entends (...) mais nous progressons* », assurait le directeur de l’ENVA, Christophe Degueurce, dans un e-mail adressé le 10 novembre 2025 au personnel et aux étudiants, auquel *Le Monde* a eu accès.

« Parler pour que ça bouge »
Dans ce contexte, Mélodie, Salomé et Natacha, trois connaissances de l’une des trois jeunes femmes qui s’est suicidée, ont longuement hésité avant d’accepter de témoigner – sous le couvert de l’anonymat. « *Avant ce qu’il s’est passé en septembre, j’avais l’impression qu’on n’allait pas forcément plus mal que dans d’autres études* », formule Mélodie, 25 ans, aujourd’hui convaincue « *qu’il faut parler pour que ça bouge* ». « *C’est bien qu’il y ait des numéros à appeler, mais on connaît aussi beaucoup d’étudiants qui ne savent pas forcément que leur état nécessiterait de se faire aider* », insistent les trois jeunes femmes récemment diplômées de l’école d’Alfort.

Parmi les actions nécessaires à leurs yeux pour aller plus loin : une visite obligatoire chez le psychologue une fois par an, mais aussi « *des mentors un peu plus présents avec nous* », par exemple un vétérinaire ayant déjà pratiqué quelques années – et pas seulement des tuteurs pour les épauler administrativement. « *On fait un métier qui est compliqué, on le sait tous, quand on commence à l’hôpital, ça s’accroît en termes de rythme* », justifie Salomé, 26 ans.

Actuellement en formation au Centre hospitalier universitaire vétérinaire d’Alfort, Sarah (le prénom a été changé) constate que, « *depuis les récents événements, on essaye au maximum de nous inciter à faire remonter les choses qui ne vont pas, et le personnel administratif et les cliniciens sont en-*

« Beaucoup d’étudiants ne savent pas forcément que leur état nécessiterait de se faire aider », témoignent des élèves

« *témoigne l’étudiante en 5^e année à l’ENVA. C’est bien que les problèmes sortent, mais on est beaucoup à ne pas se retrouver dans les témoignages négatifs* [relayés par] les médias (...), donnant l’impression que l’école est une machine à broyer les étudiants ». La jeune femme de 22 ans dit n’avoir « *jamais ressenti ni des excès de bienveillance ni des excès de stress et de pression lors des TD* [travaux dirigés] et travaux pratiques [TP] ».

Les femmes représentent aujourd’hui autour de 75 % des candidats admis dans les écoles vétérinaires, dont la formation s’avère à la fois longue et exigeante. « *Quand je me suis inscrite en postbac [voie d’accès ouverte en 2021, après une sélection sur Parcoursup et un concours spécial], je savais que ça allait être éprouvant, psychologiquement parlant* », atteste Anouchka (le prénom a été changé), étudiante de 5^e année à l’ENVT.

Malgré cette pression, la Toulousaine de 22 ans affirme jusqu’ici « *adorer ses années d’études* », mais constate que beaucoup de ses camarades « *vivent mal le fait de ne pas exceller partout* ». Car les apprentis vétérinaires revêtent plusieurs casquettes : médecin, chirurgien, anesthésiste, comportementaliste, cardiologue, nutritionniste... « *On est dans le soin, on est globalement très empathiques donc peut-être plus sensibles psychologiquement* », avance de son côté Sarah, de l’ENVA.

La vingtaine de témoignages recueillis au cours de cette enquête font par ailleurs état d’un décalage entre l’image parfois fantasmée du métier et la réalité du terrain. « *Pour certains, clinicien, c’est le métier de leurs rêves depuis tout-petit, et ils se rendent compte qu’il n’est peut-être pas fait pour eux, parce qu’ils ne s’attendaient pas à autant de pression et de gestion humaine. Etre vétérinaire, c’est gérer un animal malade mais aussi les émotions du propriétaire en même temps* », observe Paul Peyralans, 23 ans, étudiant en 5^e année à l’ENVT, où le sujet de la santé mentale est d’après lui « *très abordé* » parmi les étudiants. « *On se préserve beaucoup entre nous, il y a une très forte solidarité* », insiste le futur enseignant-chercheur. A en croire Lydie Bret, enseignante en biochimie au sein de l’école toulousaine, « *le mal-être ne concerne pas que les étudiants, mais aussi la communauté éducative dans son ensemble* ».

Poussés ces dernières années à remettre en question le rythme de la formation, les quatre établissements publics ont identifié des moments de surcharge, en premier lieu dans les rotations cliniques en hôpital vétérinaire universitaire. Le rapport Truchot a servi d’« *électrochoc* », selon la formule de Mireille Bossy, la directrice générale de VetAgro Sup. « *On s’est rendu compte qu’il y avait un problème de fond plus marqué que ce qu’on imaginait* », admet-elle. Le campus lyonnais a organisé, début février, des assises réunissant étudiants, enseignants, encadrants cliniques ainsi que des représentants de la profession vétérinaire, devant déboucher sur des rééquilibrages « *immédiats* ».

Alléger les études

A l’ENVT, une nouvelle maquette pédagogique a été introduite à la rentrée de septembre 2025 : elle se traduit, entre autres, par une réduction des volumes horaires par étudiant et la suppression des stages obligatoires sur des périodes de vacances. De son côté, le ministère indique avoir lancé la « *refonte du référentiel d’activités professionnelles et de compétences des études vétérinaires* » pour alléger les études.

A Oniris VetAgroBio, quatre groupes de travail ont été créés, à l’automne 2025, réunissant autour de la table des étudiants, des enseignants-chercheurs et des membres du personnel administratif – l’un portait sur la charge de travail et le stress, un autre était lié aux pratiques festives. Moment charnière, l’intégration à long terme est source de dérives au sein des écoles vétérinaires, comme le relate Eléonore (le prénom a été changé), reçue à Oniris VetAgroBio en 2019, à sa deuxième tentative du concours. « *J’étais tellement heureuse de l’avoir, je me disais : ça va être les meilleures années de ta vie* », résume la jeune femme de 28 ans.

Elle déchante dès sa rentrée et décrit le bizutage – pourtant interdit par la loi depuis 1998 – infligé alors aux « *poulots* », le surnom des étudiants de première année : « *Par exemple, on était en cercle, on devait se présenter à tour de rôle avec le nom qu’on nous avait attribué sur le front : Durex, pédale, etc. Les filles devaient montrer leurs seins, les garçons leurs fesses, etc. On faisait monter sur scène des étudiantes*

Poussés à remettre en question le rythme de la formation, les quatre établissements publics ont identifié des moments de surcharge

« *qui se mettaient nues. Je me suis dit : mais qu’est-ce que je fais là ? Aujourd’hui, j’en ai encore des traumatismes* », confie Eléonore. Elle a finalement choisi de quitter le milieu vétérinaire et de se reconverter avant sa thèse : « *Je n’étais pas faite pour ça, aujourd’hui je ne regrette pas du tout d’être partie* ».

« *On a connu par le passé des pratiques qu’on a été amenés à interdire* », réagit Laurence Deflesselle, arrivée à la tête d’Oniris VetAgroBio fin 2020. « *Depuis, je n’ai jamais reçu de signallement pour pratique de bizutage* », soutient la directrice générale de l’école nantaise. Elle précise néanmoins avoir reçu en 2024 un signalement d’un parent choqué par un questionnaire d’intégration comportant des questions jugées indécentes, et un autre en septembre 2025 sur des pratiques de consommation d’alcool abusive et en situation d’emprise.

Autre point de vigilance : les situations de harcèlement entre étudiants. Récemment encore, Laurence Deflesselle a reçu des signalements d’élèves s’étant « *fait chahuter dans leur promotion* » pour avoir signalé à la direction « *certain éléments de surcharge ou de mauvaises pratiques* ». « *Ils sont 180 par promotion, ils ne sont pas tous bienveillants entre eux, développe-t-elle. Il faut continuer aussi à libérer la parole* ».

C’est là toute la difficulté que souligne aussi Vanessa Louzier, professeure de physio-pharmacologie à VetAgro Sup, où les premiers baromètres sur le bien-être des étudiants remontent à 2011 : « *Quand bien même des dispositifs existent, ils ne suffisent pas toujours à atteindre les étudiants, rapporte la présidente de la Fédération syndicale des enseignants des écoles vétérinaires françaises, car il est parfois difficile d’aller demander de l’aide. Encore récemment, une étudiante me confiait : “Quand je suis mal, je me renferme dans ma coquille, je ne parle plus à personne.”* » ■

ÉLISABETH PINEAU

OSI - CESSATIONS DE GARANTIE
LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE EUROPE SA/NV , sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à Bastion Tower - 10 Place du Champ de Mars 5, 1050 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :
F-GESTION SARLU 19 Allée de la Robertsau 67000 STRASBOURG RCS: 850 856 881 Depuis le 01/07/2019 pour ses activités de : GESTION IMMOBILIERE, cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARLU F-GESTION.